La Commune

Raffarin fait un tabac

Chronique d'une fin de régime

Le premier ministre n'en finit pas de chuter dans les sondages. Depuis 25 ans, seuls quatre premiers ministres sont descendus aussi bas que lui : Raymond Barre en septembre 1979 ; Pierre Mauroy en juin 1983 ; Edith Cresson en 1991 et Alain Juppé en 1995.
Rien ne marche comme il le désire et la cacophonie s'installe dans son gouvernement. Responsable, au même titre que ses prédécesseurs des milliers de morts de la canicule, son idée de faire travailler le lundi de pentecôte est dévoilée, avant qu'il en fasse l'annonce, par son ministre Fillon. Son plan dépendance vieillesse est un semi-échec, alors que tout a été fait pour culpabiliser la population après le drame de cet été.
A chacun de ses projets, le gouvernement Raffarin rencontre l'opposition de ceux qui en sont les victimes désignées. Alors il recule, annule ou diffère les mesures annoncées. A quatre mois des élections régionales et cantonales, sa marge de manoeuvre diminue avec la crainte d'une défaite cuisante de l'UMP en mars.
l'image bonhomme de grand communicant de Raffarin à son arrivée à Matignon en mai 2002 en a pris un sérieux coup pour laisser la place à un visage tendu et crispé.

Les buralistes dans la rue

Le 24 novembre, 20 000 buralistes sur les 34 000 que compte la profession sont montés à Paris pour manifester. Les banderoles et les slogans : *"Avril 2004, pas une voix Pour l'UMP", "Raffarin démission", "Elections, on s'en souviendra ", "Raffarin t'es foutu, les buralistes sont dans la rue"* ou "*Messieurs les ministres, rendez-vous aux prochaines élections "* ont émaillé le défilé au sein duquel se trouvaient de nombreux élus locaux. Des maires ruraux ont mis en garde contre *"la mort des petits commerces". "ce sont des commerces indispensables pour les personnes âgées, qui sont ouverts sept jours sur sept"*, a dit Michel Bardonnet, maire PS de Lantage (Pyrénées-Orientales). Le soutien du défilé par l'UDF - étaient présents entre autres les députés Jacques Santini et Hervé Morin qui a voté contre la hausse dès le début des débats parlementaires - s'inscrit dans la démarche politique de François Bayrou. Julien Dray, leporte-parole du PS, a demandé que *"la hausse du tabac prévue pour janvier 2004 ne soit pas mise en pratique".* Jusqu'à la LCR qui demande l'annulation des hausses et *"une taxation des profils de l'industrie du tabac "*

Recul du gouvernement

Ainsi le renoncement soudain à l'augmentation de 20 % du tabac prévue le ler janvier est interprété comme une reculade face à la colère des buralistes, un affaiblissement de la lutte anti-cancer. Une lutte pourtant décrétée cause nationale par le président Chirac en personne. Le "plan cancer", lancé en mars par le président de la République, représente une somme de 1,5 milliards d'euros qui doit être financée par les recettes du tabac. C'est l'un des trois chantiers présidentiels du quinquenat.
Au terme de l'amendement adopté par le Sénat et l'Assemblée, la hausse s'étalera entre janvier (8 à 10 %) et juillet. Si les fabricants maintiennent leur marge, elle atteindra au total 10 à 14 %. A cet étalement dans le temps des hausses en 2004, s'ajoute le moratoire de quatre ans sur les taxes. Du coup, les associations anti-tabac déplorent que le gouvernement Raffarin renonce ainsi à l'effet dissuasif que de nouvelles augmentations auraient eu sur la consommation de cigarettes. *"Je suis choqué. Derrière les buralistes, il y a les industriels du tabac : on fait passer les enjeux économiques avant la vie des français."*, a déclaré Bertrand Dautzenberg, président de l'Office français de prévention du tabagisme. La hausse des taxes sur le tabac apparaît clairement pour ce qu'elle est : un moyen de renflouer les caisses de l'Etat. On est bien loin de la défense de la santé publique.
La raison politique et électorale a aussi ses propres exigences. Ces dernières semaines, nombre d'élus UMP avaient dit leur inquiétude face au mécontentement des buralistes. Une profession plutôt favorable à la droite et qui constitue, avec quelque 10 millions de clients, un redoutable réseau d'influence. *"On reçoit 11 millions de personnes par jour. Cela fait un sacré potentiel d'attraction auprès des mécontents qui passent tous chez nous et nous comprennent très bien. Les intermittents du spectacle, les gens virés de chez Alstom, les chômeurs...On a le temps de leur expliquer ce qui se passe et d'écouter leurs doléances. Les prochaines élections, ce sont les buralistes qui vont les gagner.",* c'est ainsi que s'exprime un buraliste venu de Roubaix pour manifester.
Le Parti Socialiste, qui n'a guère de solution de rechange, profite de l'aubaine. Ainsi, l'ex-ministre des Affaires européennes, Pierre Moscovici, dénonce-t-il une *" petite lâcheté exemplaire du gouvernement qui a cédé devant les buralistes ".* Et ajoute : *" Le gouvernement avait peur de perdre une clientèle électorale qu'il ne voulait pas laisser au Front national ".*
Mais l'une des critiques les plus sévères émane de Raymond Barre : *" Les hommes pol i t i q u e s d'aujourd'hui suivent la France telle qu'elle est. Ils ne conduisent pas les Français, comme cela est de leur responsabilité, vers des objectifs nationaux. Le gouvernement a posé comme principe que les réformes ne devaient pas susciter de réactions sociales graves. Dans ce cas-là, on peut attendre longtemps"* estime, l'ancien Premier ministre dans *Le Nouvel Observateur.*
"Il ne faut pas gouverner sous la pression de la rue" avait déclaré Renaud Dutreil, secrétaire d'Etat au Commerce, avec une mâle assurance au soir de la manifestation. La gouvernance, comme dirait Jean-Pierre Raffarin, est en quenouille. l'affaire du tabac est à elle seule un petit bijou, un modèle de maladresse, d'hésitation, de confusion et au total, de démonstration de la faiblesse de ce gouvernement.
Le gouvernement croit s'en être tiré en faisant voter deux amendements. Tu parles. Les buralistes ne décolèrent pas. Et d'autant moins qu'il s'avère que la hausse au détail sera seulement étalée dans le temps, différée, mais qu'elle aura bel et bien lieu, ce qui n'arrange pas leurs affaires. Voilà comment, on ne contente finalement personne et comment, pardessus le marché, on paraît ne rien assumer. Car, naturellement, dans l'affaire, la lutte contre le tabagisme, le cancer et les milliers de morts du tabac paraissent bien subsidiaires, à côté du seul besoin de rentrée fiscale supplémentaire et des préoccupations électorales.

Joyeux anniversaires

l'atmosphère à l'UMP est toute empreinte de morosité. Son premier anniversaire, le 18 novembre, a été boudé par les principaux ministres et responsables de la majorité présidentielle. Et comme si cela ne suffisait pas, les députés de l'UDF ont choisi ce jour pour s'abstenir sur le vote du budget 2004. l'UMP doit faire face à la querelle des "chefs" avivée par l'impopularité croissante de Raffarin.
A 41 mois de la présidentielle, la course est déjà lancée, au moins à l'UMP, Juppé, Fillon sont sur les rangs. Le premier flic de France, le ministre de l'intérieur ne masque plus son objectif : la plus haute marche de l'Etat, il y pense tous les jours et pas seulement en se rasant.
Il est favorable à "une *limitation du nombre des mandats*" du président. Et ajoute : "Il *est sage qu'on laisse la place aux autres".* Difficile d'être moins explicite vis-à-vis du président Chirac, si ce dernier caressait l'idée, que certains lui prêtent d'ailleurs, de se représenter une troisième fois.
Drôle de façon de féter l'anniversaire de Jacques Chirac qui n'a pas oublié la "trahison" de Sarkozy qui lui avait préféré Balladur à la présidentielle de 1995.
Ce nouveau *"meurtre du père"* pourrait valoir au ministre quelques croche-pieds bien sentis de la part du Président, le chemin qui mène à 2007 est bien long et semé d'embûches.

Au tour des étudiants

Partie de l'université de Rennes, fin octobre, la grève s'est étendue sur le plan national. Les étudiants sont en grève pour obtenir l'abrogation de la réforme ECTS-LMD qui remet en cause l'existence des diplômes nationaux. Au bout d'un mois de grève et de manifestations, le ministre Luc ferry écrit dans un communiqué : *"Aucun projet de loi n'est inscrit au programme de travail du gouvernement, ni à l'agenda parlementaire"*, renonçant à son projet de loi sur l'autonomie des universités tout en maintenant le projet LMD, qui soit dit en passant est l'oeuvre conjointe des ex-ministres PS de l'éducation nationale, Claude Allègre et Jack Lang. C'est en avril 2002 que Jack Lang publiait les textes organisant la réforme et quelques jours après le 21 avril, les arrêtés les plus importants mettant en place le système "licence-master-doctorat" (LMD) voyaient le jour. Dès lors qui s'étonnera d'entendre Julien Dray, porte--parole du PS, déclarer : *"Nous ne remettons pas en cause le principe, mais cette réforme doit se faire dans un climat apaisé".* Traduction : attendez que la grève et les manifestations se terminent, nous nous y employons avec la FCPE, l'UNSA et la CFDT.

Une provocation

Ce jeudi 27 Jean-Paul Delevoye, ministre de la fonction publique, a annoncé qu'il n'y aurait aucune augmentation de salaire pour l'année 2003 et seulement 0,5% au 1°janvier 2004, alors que la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires à 4% depuis 2000. Alors plus que jamais, contre cette politique d'austérité, de destruction de l'enseignement, de la santé publique, il faut combattre pour l'indépendance de classe des organisations syndicales, pour l'unité autour des revendications.

Modifié le dimanche 19 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Chroniques d'une chute de Régime

« Bonjour Jean-Luc, c’est Arnaud Montebourg »

C’est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Un campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste...

De l’état d’urgence sanitaire à l’État policier

État d’urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l’unique ordonnance que Macron et son...

2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre...

Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d’activité, allocation spécifique de... »

Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd’hui va au-delà de l’avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C’est de son autorité politique et de sa capacité à... »

Ce qui se dessine

Où l’on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffre avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l’on voit la cote de... »